

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[C – 2025/005578]

18 JUILLET 2025. — Loi-programme (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — DISPOSITION GENERALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2. — FINANCES

CHAPITRE 1^{er}. — MODIFICATIONS DU CODE DES DROITS ET TAXES DIVERS RELATIVES A LA TAXE SUR L'EMBARQUEMENT DANS UN AÉRONEF

Art. 2. À l'article 162 du Code des droits et taxes divers, rétabli par la loi du 28 mars 2022, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 2^o est remplacé par ce qui suit:

“2^o 5 euros pour un passager dont la destination est plus éloignée que sous 1^o.”;

b) le 3^o est abrogé.

Art. 3. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 2. — MODIFICATIONS DU CODE DES DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE ET DE GREFFE

Art. 4. À l'article 238 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, rétabli par la loi du 4 décembre 2012 et modifié par la loi du 18 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans l'alinéa 2, le montant “150” est remplacé par le montant “1000”;

2^o l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Le droit est indexé annuellement le 1^{er} janvier, selon la formule suivante: droit de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le résultat obtenu suite à l'indexation est arrondi à la dizaine d'euros supérieure.

L'indice de départ est l'indice des prix à la consommation du mois de septembre 2024 et le nouvel indice est celui des prix à la consommation du mois de septembre qui précède chaque indexation.

Au plus tard dans le courant du mois de décembre de chaque année, le montant applicable pour l'année civile suivante est publié au *Moniteur belge*. Le Service public fédéral Finances reprend également cette information sur son site Internet.”.

Art. 5. Le présent chapitre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE 3. — MODIFICATIONS RELATIVES AUX IMPÔTS SUR LES REVENUS

Section 1^{re}. — Intéressements aux plus-values

Art. 6. L'article 2, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 12 mai 2024, est complété par les 22^o et 23^o, rédigés comme suit:

“22^o Bénéficiaire d'un intéressement aux plus-values: toute personne physique ou une personne qui lui est liée qui exerce des activités, directement ou indirectement, pour un véhicule *carried interest* ou son gestionnaire;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[C – 2025/005578]

18 JULI 2025. — Programmawet (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2. — FINANCIËN

HOOFDSTUK 1. — WIJZIGINGEN VAN HET WETBOEK DIVERSE RECHTEN EN TAKSEN BETREFFENDE DE TAKS OP DE INSCHeping VAN EEN LUCHTVAARTUIG

Art. 2. In artikel 162 van het Wetboek diverse rechten en taken, hersteld bij de wet van 28 maart 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 2^o wordt vervangen als volgt:

“2^o 5 euro voor een passagier met een bestemming verder dan onder 1^o.”;

b) de bepaling onder 3^o wordt opgeheven.

Art. 3. Dit hoofdstuk treedt in werking op de dag van bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK 2. — WIJZIGINGEN VAN HET WETBOEK DER REGISTRATIE-, HYPOTHEEK- EN GRIFFIERECHTEN

Art. 4. In artikel 238 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, hersteld bij de wet van 4 december 2012 en gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het tweede lid, wordt het getal “150” vervangen door het getal “1000”;

2^o het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Het recht wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd volgens de volgende formule: basisrecht vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. Het resultaat verkregen ingevolge de indexering wordt afgerond op het hogere tiental euro.

De beginindex is de index van de consumptieprijzen van de maand september 2024 en de nieuwe index is die van de consumptieprijzen van de maand september die elke indexatie voorafgaat.

Uiterlijk in de loop van de maand december van elk jaar wordt het bedrag toepasselijk tijdens het volgende kalenderjaar in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd. De Federale Overheidsdienst Financiën vermeldt die inlichting eveneens op zijn webstek.”.

Art. 5. Dit hoofdstuk treedt in werking op de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK 3. — WIJZIGINGEN BETREFFENDE DE INKOMSTENBELASTINGEN

Afdeling 1. — Carried interest

Art. 6. Artikel 2, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 mei 2024, wordt aangevuld met de bepalingen onder 22^o en 23^o, luidende:

“22^o *Carried interest* begunstigde: enige natuurlijke persoon of een met hem verbonden persoon die werkzaamheden, rechtstreeks of onrechtstreeks, verricht voor een *Carried interest* vehikel of zijn beheerder;

§ 2. Le travailleur, visé au paragraphe 1^{er}, bénéficie de ce droit, dans les conditions et selon les modalités applicables, dans le cadre du congé parental en vertu du chapitre IV, section 5 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée.

Le travailleur a droit à ce congé parental, à compter de l'inscription de l'enfant comme membre de sa famille dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de la commune où le travailleur a sa résidence. Le Roi peut fixer un autre point de départ du congé, par arrêté délibéré en conseil des ministres.

Le travailleur peut exercer ce droit, dans la mesure et aussi longtemps, que l'enfant concerné est placé chez lui dans le cadre d'un placement familial de longue durée.

Le travailleur fournit à l'employeur le ou les documents attestant de l'événement qui ouvre le droit au congé parental, conformément aux dispositions du premier alinéa, au plus tard au moment du début du congé.

§ 3. Dans le cadre du congé parental, prévu au chapitre IV, section 5, de la loi de redressement du 22 janvier 1985 précitée, le travailleur peut bénéficier d'un maximum de quatre mois d'interruption complète ou de son équivalent, dans le cadre d'une réduction autorisée du temps de travail, pour un même enfant.

Art. 218. Le Roi est autorisé à abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions des arrêtés royaux relatifs à ce qui est visé à l'article 217.

Art. 219. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 2025 et s'applique aux demandes introduites auprès de l'employeur à partir du 1^{er} juillet 2025.

TITRE 6. — PENSIONS

CHAPITRE 1ER. — MESURES DE LIMITATION TEMPORAIRE DE L'INDEXATION

Art. 220. Pour l'application du présent chapitre, on entend par:

1^o pension légale:

- toute pension légale, réglementaire ou statutaire de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou de survie, ou tout autre avantage tenant lieu de pareille pension ou toute allocation de transition à charge d'un régime belge de pension;

- tout avantage complémentaire de pension visé dans la loi du 4 mars 2004 accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public;

2^o pension légale étrangère ou internationale: toute pension légale, réglementaire ou statutaire de vieillesse, de retraite, d'ancienneté ou de survie, ou tout autre avantage tenant lieu de pareille pension ou toute allocation de transition à charge d'un régime étranger de pension ou d'un régime de pension d'une institution internationale;

3^o indexation: selon la nature de la pension, l'augmentation de l'indice conformément à:

- la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants;

- la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public;

4^o montant plafond: montant de 2.441,99 euros qui est lié au chiffre de l'indice pivot 138,01 des prix à la consommation et qui varie de la même manière que la pension de retraite ou la pension de survie à charge du trésor public.

Art. 221. Sans préjudice du deuxième alinéa, l'indexation d'une ou plusieurs pensions légales ne peut avoir pour effet que le montant mensuel brut indexé ou le total des montants mensuels bruts indexés dépasse le montant plafond.

Dans tous les cas une indexation limitée à un montant de 2 % du montant minimum mensuel garanti de la pension de retraite d'un retraité isolé, telle que visée à l'article 120, premier alinéa, premier tiret, de la loi du 26 juin 1992 portant des dispositions sociales et diverses est accordée.

§ 2. De werknemer bedoeld in paragraaf 1, heeft dit recht onder de voorwaarden en nadere regels die gelden in het kader van het ouderschapsverlof op grond van hoofdstuk IV, afdeling 5 van voornoemde herstellwet van 22 januari 1985.

De werknemer heeft recht op dit ouderschapsverlof vanaf de inschrijving van het kind als deel uitmakend van zijn gezin in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de werknemer zijn verblijfplaats heeft. De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de ministerraad een ander aanknopingspunt bepalen voor de aanvang van het verlof.

De werknemer kan dit recht uitoefenen voor zover en zo lang het betrokken kind bij hem geplaatst is in het kader van langdurige pleegzorg.

De werknemer verstrekt uiterlijk op het ogenblik waarop het verlof ingaat aan de werkgever het document of de documenten tot staving van de gebeurtenis die overeenkomstig het bepaalde in het eerste lid, het recht op ouderschapsverlof doet ontstaan.

§ 3. In het kader van het ouderschapsverlof op grond van hoofdstuk IV, afdeling 5 van voornoemde herstellwet van 22 januari 1985, kan de werknemer voor hetzelfde kind maximum vier maanden volledige onderbreking of het equivalent daarvan in een toegelaten vermindering van de arbeidsprestaties opnemen.

Art. 218. De Koning wordt gemachtigd de bepalingen van de koninklijke besluiten die betrekking hebben op datgene bedoeld in artikel 217 op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of vervangen.

Art. 219. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 2025 en is van toepassing op de aanvragen die bij de werkgever worden ingediend vanaf 1 juli 2025.

TITEL 6. — PENSIOENEN

HOOFDSTUK 1. — MAATREGELEN TOT TIJDELIJKE BEPERKING VAN DE INDEXERING

Art. 220. Voor de toepassing van dit hoofdstuk moet worden verstaan onder:

1^o wettelijk pensioen:

- elk wettelijk, bestuursrechtelijk of statutair ouderdoms-, rust-, anciënniteits- of overlevingspensioen, of elk ander als zodanig geldend voordeel of elke overgangsuitkering ten laste van een Belgisch pensioenstelsel;

- elk aanvullend pensioenvoordeel bedoeld in de wet van 4 maart 2004 houdende toekenning van aanvullende voordelen inzake rustpensioen aan personen die werden aangesteld om een management- of staffunctie uit te oefenen in een overheidsdienst;

2^o buitenlands of internationaal wettelijk pensioen: elk wettelijk, bestuursrechtelijk of statutair ouderdoms-, rust-, anciënniteits- of overlevingspensioen, of elk ander als zodanig geldend voordeel of elke overgangsuitkering ten laste van een buitenlands pensioenstelsel of van een pensioenstelsel van een internationale instelling;

3^o indexering: naargelang de aard van het pensioen, een indexverhoging overeenkomstig:

- de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld;

- de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld;

4^o grensbedrag: het bedrag van 2.441,99 euro, dat wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 van de consumptieprijzen en schommelt op dezelfde wijze als de rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist.

Art. 221. Onverminderd het tweede lid, mag de indexering van één of meerdere wettelijke pensioenen niet tot gevolg hebben dat het geïndexeerde bruto maandbedrag of het totaal van de geïndexeerde bruto maandbedragen het grensbedrag overschrijdt.

In elk geval wordt een indexering toegekend die beperkt wordt tot een bedrag van 2 % van het maandelijks gewaarborgd minimumbedrag rustpensioen voor een alleenstaande gepensioneerde, zoals bedoeld in artikel 120, eerste lid, eerste streepje, van de wet van 26 juni 1992 houdende sociale en diverse bepalingen.

Si le bénéficiaire bénéficie de plusieurs pensions légales, les limitations visées à l'alinéa 1^{er} et 2 s'appliquent dans l'ordre de priorité déterminé par l'article 222.

Pour déterminer si le montant plafond est atteint, toute pension de retraite ou de survie de membre du Parlement fédéral ou d'un Parlement ou d'un Conseil d'une Communauté ou d'une Région ainsi que toute pension légale étrangère ou internationale est également prise en compte.

Les pensions légales étrangères qui tombent sous l'application du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et du règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ne sont toutefois prises en compte que dans les limites et conditions fixées par ces règlements.

Art. 222. La limitation de l'indexation visée à l'article 221 est effectuée selon l'ordre de priorité déterminé ci-après:

1° une pension de retraite ou survie à charge du Trésor public, y compris un avantage complémentaire de pension visé dans la loi du 4 mars 2004 précitée;

2° une pension de retraite à charge du régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, y compris un avantage complémentaire de pension visé dans la loi du 4 mars 2004 précitée;

3° une pension de retraite ou de survie à charge du fonds des pensions de la police fédérale;

4° une pension de retraite à charge des organismes auxquels s'applique l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régions instituées par l'État;

5° une pension de retraite et de survie à charge du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales;

6° une pension de retraite ou de survie à charge des administrations locales non affiliées au Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales;

7° une pension de retraite ou de survie de mandataire local;

8° une pension de retraite ou de survie à charge des administrations provinciales non affiliées au Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales;

9° une pension de retraite ou de survie de mandataire provincial;

10° une pension de retraite ou de survie à charge des agglomérations de communes, des fédérations de communes et des commissions communautaires non visées ci-avant, y compris celles accordées aux mandataires des institutions précitées;

11° une pension de retraite ou de survie à charge des pouvoirs et organismes visés à l'article 38 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires non visées ci-avant, y compris un avantage complémentaire de pension visé dans la loi du 4 mars 2004 précitée;

12° une pension de retraite ou de survie à charge de la Sécurité Sociale Outre-mer;

13° une pension de retraite ou de survie à charge du régime de pensions des travailleurs salariés;

14° une pension de retraite ou de survie à charge du régime de pensions des travailleurs indépendants.

En cas de cumul de pensions légales relevant d'un même niveau de priorité, la limitation de l'indexation est opérée en commençant par la pension dont le montant est le moins élevé.

L'ordre de priorité établi par l'alinéa 1^{er} ne porte pas préjudice à l'application des règles qui, dans chacun des régimes de pensions concernés, limitent le montant de l'avantage octroyé en fonction des autres revenus et pensions dont bénéficie l'intéressé.

Art. 223. Par dérogation aux articles 39, alinéa 2, 40, alinéa 1^{er}, et 42, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 5 août 1978 précitée, et de l'article 44, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2024 portant la réforme des pensions, le montant brut annuel de 46.882,74 EUR par an est fixé invariablement à 99.499,24 EUR (montant lié au coefficient de majoration 2,1223 en vigueur au 1^{er} juillet 2025) et ne fluctue plus conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 précitée.

Indien de rechthebbende meerdere wettelijke pensioenen geniet, worden de in het eerste en tweede lid bedoelde beperkingen toegepast in de orde van voorrang zoals bepaald bij artikel 222.

Om vast te stellen of het grensbedrag wordt bereikt, wordt eveneens rekening gehouden met elk rust- of overlevingspensioen als lid van het federale Parlement of een Parlement of een Raad van een Gemeenschap of een Gewest alsook met elk buitenlands of internationaal wettelijk pensioen.

Met de buitenlandse wettelijke pensioenen die onder het toepassingsgebied vallen van de Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en van de Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, wordt evenwel slechts rekening gehouden binnen de grenzen en voorwaarden bepaald in deze verordeningen.

Art. 222. De in artikel 221 bedoelde beperking van de indexering wordt toegepast in de volgende orde van voorrang:

1° een rust- of overlevingspensioen ten laste van de Staatskas, met inbegrip van een aanvullend pensioenvoordeel zoals bedoeld in de voormelde wet van 4 maart 2004;

2° een rustpensioen ten laste van het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, met inbegrip van een aanvullend pensioenvoordeel zoals bedoeld in de voormelde wet van 4 maart 2004;

3° een rust- of overlevingspensioen ten laste van het Fonds voor de pensioenen van de federale politie;

4° een rustpensioen ten laste van de instellingen waarop het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regioën ingesteld door de Staat toepasselijk is;

5° een rust- of overlevingspensioen ten laste van het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

6° een rust- of overlevingspensioen ten laste van de plaatselijke besturen die niet aangesloten zijn bij het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

7° een rust- of overlevingspensioen als lokaal mandataris;

8° een rust- of overlevingspensioen ten laste van de provinciale besturen die niet aangesloten zijn bij het Gesolidariseerde pensioenfonds van de provinciale en plaatselijke besturen;

9° een rust- of overlevingspensioen als provinciaal mandataris;

10° een rust- of overlevingspensioen ten laste van de niet hiervoor bedoelde agglomeraties van gemeenten, federaties van gemeenten en gemeenschapscommissies, met inbegrip van een rust- of overlevingspensioen als mandataris van voormelde instellingen;

11° een rust- of overlevingspensioen ten laste van de in artikel 38 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen bedoelde machten en instellingen dat hierboven niet werd hernomen, met inbegrip van een aanvullend pensioenvoordeel zoals bedoeld in de voormelde wet van 4 maart 2004;

12° een rust- of overlevingspensioen van de Overzeese Sociale Zekerheid;

13° een rust- of overlevingspensioen ten laste van het pensioenstelsel voor werknemers;

14° een rust- of overlevingspensioen ten laste van het pensioenstelsel van de zelfstandigen.

In geval van cumulatie van wettelijke pensioenen die tot dezelfde orde van voorrang behoren, wordt de beperking van de indexering eerst toegepast op het pensioen waarvan het bruto maandbedrag het laagst is.

De in het eerste lid vastgestelde orde van voorrang doet geen afbreuk aan de toepassing van de regels, die in iedere betrokken pensioenregeling, het bedrag beperken van het wettelijk pensioen toegekend in functie van de andere inkomens en pensioenen, die de rechthebbende geniet.

Art. 223. In afwijking van de artikelen 39, tweede lid, 40, eerste lid, en 42, eerste lid, van voormelde wet van 5 augustus 1978 en van artikel 44, tweede lid, van de wet van 25 april 2024 houdende de hervorming van de pensioenen, wordt het bruto jaarbedrag van 46.882,74 EUR per jaar ongewijzigd vastgesteld op 99.499,24 EUR (bedrag gekoppeld aan de verhogingscoëfficiënt 2,1223 van kracht op 1 juli 2025) en schommelt het niet langer overeenkomstig de bepalingen van voormelde wet van 1 maart 1977.

Art. 224. Les articles 220 à 223 produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2025 et cessent d'être en vigueur au plus tard le 31 décembre 2029.

Dans tous les cas, les articles 220 à 223 cessent d'être en vigueur après une éventuelle cinquième indexation qui aura lieu après le 1^{er} juillet 2025 et avant le 31 décembre 2029.

CHAPITRE 2. — MODIFICATION DE LA LOI DU 5 AOÛT 1978 DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

Art. 225. L'article 40 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il est également tenu compte des pensions d'ancienneté, d'invalidité et de survie ou de tout avantage en tenant lieu, octroyés en vertu d'une législation étrangère ou en vertu d'un régime de pension d'une institution de droit international public.

Les pensions d'ancienneté, d'invalidité et de survie ou tout avantage en tenant lieu, octroyés en vertu d'une législation étrangère, qui tombent sous l'application du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et du règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ne sont toutefois prises en compte que dans les limites et conditions fixées par ces règlements.

Ne sont toutefois pas prises en compte, les pensions et rentes constituant exclusivement la réparation d'un dommage physique.”

Art. 226. Dans le texte néerlandais de l'article 40*bis*, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 juillet 2007, les mots “volkenrechtelijke instelling” sont remplacés par les mots “instelling van internationaal publiek recht”.

Art. 227. Dans l'article 42, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 5 avril 1994, les mots “de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement” sont remplacés par les mots “du titre 8 de la loi-programme du 28 juin 2013”.

Art. 228. Dans l'article 43*bis* de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 et modifié par la loi du 5 avril 1994, les mots “de la loi du 5 avril 1994 régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement” sont remplacés par les mots “du titre 8 de la loi-programme du 28 juin 2013”.

Art. 229. Dans l'article 43*ter*, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 1991 et modifié par la loi du 5 avril 1994, les mots “de la loi du 5 avril 1994 précitée” sont remplacés par les mots “du titre 8 de la loi-programme du 28 juin 2013”.

Art. 230. Dans l'article 44 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 5 avril 1994, les mots “de la loi du 5 avril 1994 précitée” sont remplacés par les mots “du titre 8 de la loi-programme du 28 juin 2013”.

Art. 231. Le présent chapitre produit ses effets le 1^{er} juillet 2025.

CHAPITRE 3. — FACTURES DE RESPONSABILISATION DES ADMINISTRATIONS LOCALES

Section 1^{re}. — Modification de la réduction de la cotisation de responsabilisation

Art. 232. Dans l'article 20, alinéa 3, de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, modifié par les lois des 30 mars 2018 et 25 avril 2024, la deuxième phrase est remplacée comme suit:

“La partie du coût pour l'employeur du régime de pension qui peut être déduite de la cotisation de responsabilisation, s'élève à 30 % pour l'année 2024.”

Art. 224. De artikelen 220 tot en met 223 hebben uitwerking met ingang van 1 juli 2025 en treden ten laatste buiten werking op 31 december 2029.

In elk geval treden de artikelen 220 tot en met 223 buiten werking na een eventuele vijfde indexering die na 1 juli 2025 en vóór 31 december 2029 plaatsvindt.

HOOFDSTUK 2. — WIJZIGING VAN DE WET VAN 5 AUGUSTUS 1978 HOUDENDE ECONOMISCHE EN BUDGETTAIRE HERVORMINGEN

Art. 225. Artikel 40 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Voor de toepassing van het eerste lid, wordt eveneens rekening gehouden met de ouderdoms-, invaliditeits- en overlevingspensioenen of met ieder als zodanig geldend voordeel, toegekend krachtens een buitenlandse wetgeving of krachtens een pensioenregeling van een instelling van internationaal publiek recht.

Met de ouderdoms-, invaliditeits- en overlevingspensioenen of met ieder als zodanig geldend voordeel, toegekend krachtens een buitenlandse wetgeving, die onder het toepassingsgebied vallen van de Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en van de Verordening (EG) nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels, wordt evenwel slechts rekening gehouden binnen de grenzen en voorwaarden bepaald in deze verordeningen.

De pensioenen en renten die uitsluitend een lichamelijke schade vergoeden, komen evenwel niet in aanmerking.”

Art. 226. In de Nederlandstalige versie van artikel 40*bis*, § 1, derde lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juli 2007, worden de woorden “volkenrechtelijke instelling” vervangen door de woorden “instelling van internationaal publiek recht”.

Art. 227. In artikel 42, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 5 april 1994, worden de woorden “de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen” vervangen door de woorden “titel 8 van de programmawet van 28 juni 2013”.

Art. 228. In artikel 43*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij koninklijk besluit nr. 30 van 30 maart 1982 en gewijzigd bij de wet van 5 april 1994, worden de woorden “de wet van 5 april 1994 houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen” vervangen door de woorden “titel 8 van de programmawet van 28 juni 2013”.

Art. 229. In artikel 43*ter*, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 1991 en gewijzigd bij de wet van 5 april 1994, worden de woorden “voormelde wet van 5 april 1994” vervangen door de woorden “titel 8 van de programmawet van 28 juni 2013”.

Art. 230. In artikel 44 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 april 1994, worden de woorden “voormelde wet van 5 april 1994” vervangen door de woorden “titel 8 van de programmawet van 28 juni 2013”.

Art. 231. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2025.

HOOFDSTUK 3. — RESPONSABILISERINGSFACTUREN VAN DE LOKALE BESTUREN

Afdeling 1. — Wijziging van de vermindering van de responsabiliseringsbijdrage

Art. 232. In artikel 20, derde lid, van de wet van 24 oktober 2011 tot vrijwaring van een duurzame financiering van de pensioenen van de vastbenoemde personeelsleden van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten en van de lokale politiezones, tot wijziging van de wet van 6 mei 2002 tot oprichting van het fonds voor de pensioenen van de geïntegreerde politie en houdende bijzondere bepalingen inzake sociale zekerheid en houdende diverse wijzigingsbepalingen, gewijzigd bij de wetten van 30 maart 2018 en 25 april 2024, wordt de tweede zin vervangen als volgt:

“Het deel van de kost voor de werkgever van het pensioenstelsel dat in mindering gebracht mag worden van de responsabiliseringsbijdrage, bedraagt 30 % voor het jaar 2024.”